

Accord sur le fil à la COP26 pour accélérer la lutte contre le réchauffement



Le président britannique de la COP26, Alok Sharma, le 13 novembre 2021 à Glasgow © AFP Paul ELLIS

Glasgow (AFP) – Les 200 pays de la COP26 ont adopté samedi un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans assurer de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide des pays pauvres.

Baptisé « Pacte de Glasgow pour le climat », le texte a été adopté à l'issue de deux semaines de négociations éprouvantes, d'un coup de marteau du président britannique de la conférence mondiale pour le climat, Alok Sharma.

Témoignant de la difficulté à aboutir à cet accord, le président de la COP26 s'est dit d'une voix émue et les larmes aux yeux « profondément désolé » pour des changements de dernière minute introduits sur la question des énergies fossiles à la demande de la Chine et de l'Inde. Il avait plus tôt estimé que l'accord « inaugure une décennie d'ambition croissante » en matière de climat.

Sur le point critique de la limitation des températures, alors que la planète se trouve selon l'ONU sur une trajectoire « catastrophique » de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère pré-industrielle, le texte appelle les Etats membres à relever leurs engagements de réductions plus régulièrement que prévu dans l'accord de Paris, et ce dès 2022.

Mais avec la possibilité d'aménagements pour « circonstances nationales particulières », point qui a suscité les critiques des ONG sur les ambitions réelles du texte.

Le compromis trouvé n'assure d'ailleurs pas le respect des objectifs de l'accord de Paris, limiter le réchauffement « bien en deçà » de 2°C et si possible à 1,5°C.

Mais il offre des perspectives permettant à la présidence britannique d'afficher un succès sur son objectif de voir Glasgow « garder 1,5 en vie ». Les experts avertissent régulièrement que « chaque dixième de degré compte » alors que se multiplient déjà les catastrophes liées au changement climatique: inondations, sécheresses ou canicules, avec leur cortège de dégâts et de victimes.

« C'est mou »

« C'est mou, c'est faible, et l'objectif de 1,5°C est à peine en vie, mais il y a un signal sur la fin de l'ère du charbon. Et c'est important », a commenté Jennifer Morgan, patronne de Greenpeace International.

Le texte contient également une mention, inédite à ce niveau, des énergies fossiles, principales responsables du réchauffement de la planète et qui ne sont même pas citées dans l'accord de Paris.

La formulation a été atténuée au fil des versions et jusqu'à l'ultime minute avant l'adoption en plénière, à l'insistance notamment de la Chine et de l'Inde. La version finale appelle à « intensifier les efforts vers la réduction du charbon sans systèmes de capture (de CO2) et à la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles ». Une « pilule amère à avaler », mais acceptée « pour le bien commun », a regretté la représentante du Liechtenstein.

Après un échec aux deux dernières COP, celle-ci a d'autre part réussi à mettre la dernière main aux règles d'utilisation de l'accord de Paris, notamment sur le fonctionnement des marchés carbone censés aider à réduire les émissions.

Le dossier explosif de l'aide aux pays pauvres, qui a un temps semblé pouvoir faire dérailler les négociations, n'a par contre pas trouvé de résolution.

Echaudés par la promesse toujours non tenue des plus riches de porter à partir de 2020 leur aide climat au Sud à 100 milliards de dollars par an, les pays pauvres, les moins responsables du réchauffement mais en première ligne face à ses impacts, demandaient un financement spécifique des « pertes et préjudices » qu'ils subissent déjà.

« Greenwashing »

Mais les pays développés, au premier rang desquels les Etats-Unis, qui redoutent de possibles conséquences juridiques, s'y sont fermement opposés.

Et à contrecœur, les pays pauvres ont cédé, acceptant une poursuite du dialogue afin ne pas perdre les avancées sur la lutte contre le réchauffement, dont les effets les menacent déjà directement. Tout en se disant « extrêmement déçus ».

« C'est une insulte aux millions de personnes dont les vies sont ravagées par la crise climatique », a commenté Teresa Anderson, de l'ONG ActionAid International.

L'égérie du mouvement mondial des jeunes pour le climat, Greta Thunberg, n'était pas plus tendre, dénonçant sur Twitter « un tsunami de greenwashing » pour tenter de faire passer ce Pacte de Glasgow pour « un pas dans la bonne direction ».